



CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE DROIT AÉRIEN

(Beijing, 30 août – 10 septembre 2010)

PROJET DE PROTOCOLE COMPLÉMENTAIRE À LA CONVENTION POUR LA RÉPRESSION DE LA CAPTURE ILLICITE D'AÉRONEFS

(Note présentée par le Secrétariat)

LES ÉTATS PARTIES AU PRÉSENT PROTOCOLE,

VIVEMENT PRÉOCCUPÉS par l'escalade mondiale des actes illicites contre l'aviation civile,

RECONNAISSANT que les nouveaux types de menace exigent de nouveaux efforts concertés et de nouvelles politiques de coopération de la part des États,

ESTIMANT qu'il est nécessaire d'adopter des dispositions complémentaires à celles de la *Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs*, signée à La Haye le 16 décembre 1970, en vue de réprimer les actes illicites de capture ou d'exercice du contrôle d'aéronefs et de renforcer l'effet utile de la Convention,

SONT CONVENUS DES DISPOSITIONS SUIVANTES :

ARTICLE PREMIER

Le présent Protocole complète la *Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs*, signée à La Haye le 16 décembre 1970 (ci-après appelée « la Convention »).

ARTICLE II

L'article 1^{er} de la Convention est remplacé par le suivant :

« Article 1^{er} »

1. Commet une infraction toute personne qui, illicitement et intentionnellement, s'empare d'un aéronef en service ou en exerce le contrôle par violence ou menace de violence, ou par contrainte, ou par toute autre forme d'intimidation, ou par tout moyen technologique.

2. Commet également une infraction toute personne qui :
 - a) menace de commettre une des infractions visées au paragraphe 1 ; ou
 - b) illicitement et intentionnellement, fait en sorte qu'une personne reçoive une telle menace,

dans des circonstances qui indiquent la crédibilité de la menace.
3. Commet également une infraction toute personne qui :
 - a) tente de commettre une infraction visée au paragraphe 1 du présent article ; ou
 - b) organise ou fait commettre par d'autres personnes une infraction visée aux paragraphes 1, 2 ou 3, alinéa a), du présent article ; ou
 - c) participe comme complice à une infraction visée aux paragraphes 1, 2 ou 3, alinéa a), du présent article ; ou
 - d) illicitement et intentionnellement, aide une personne à se soustraire à une enquête, à des poursuites ou à une peine, en sachant que cette personne a commis un acte qui constitue une infraction visée aux paragraphes 1, 2, 3 alinéa a), 3 alinéa b) ou 3 alinéa c) du présent article, ou qu'elle est recherchée en vue de poursuites criminelles pour une telle infraction par les autorités d'application de la loi, ou qu'elle a été condamnée pour une telle infraction.
4. Chaque État partie confère aussi le caractère d'infraction pénale à l'un ou l'autre des actes suivants ou aux deux, lorsqu'ils sont commis intentionnellement, que les infractions visées aux paragraphes 1 ou 2 du présent article soient ou non effectivement commises ou tentées :
 - a) s'entendre avec une ou plusieurs autres personnes en vue de commettre une infraction visée aux paragraphes 1 ou 2 du présent article et qui, lorsque le droit national l'exige, implique un acte commis par un des participants en vertu de cette entente ; ou
 - b) contribuer de toute autre manière à la perpétration d'une ou plusieurs des infractions visées aux paragraphes 1 ou 2 du présent article par un groupe de personnes agissant de concert et :
 - i) soit pour faciliter l'activité criminelle générale du groupe ou servir le but de celui-ci, lorsque cette activité suppose la perpétration d'une infraction visée aux paragraphes 1 ou 2 du présent article ;
 - ii) soit en sachant que le groupe a l'intention de commettre une infraction visée aux paragraphes 1 ou 2 du présent article. »

ARTICLE III

L'article 2 de la Convention est remplacé par le suivant :

« **Article 2**

Tout État partie s'engage à réprimer les infractions visées à l'article 1^{er} de peines sévères. »

ARTICLE IV

L'article 2 *bis* suivant est ajouté à la Convention :

« **Article 2 bis**

1. Chaque État partie, conformément aux principes de son droit national, peut prendre les mesures nécessaires pour que la responsabilité d'une personne morale située sur son territoire ou constituée sous l'empire de sa législation soit engagée lorsqu'une personne responsable de la direction ou du contrôle de cette personne morale a, en cette qualité, commis une infraction visée à l'article 1^{er}. Cette responsabilité peut être pénale, civile ou administrative.
2. Ladite responsabilité est engagée sans préjudice de la responsabilité pénale des personnes physiques qui ont commis les infractions.
3. Si un État partie prend les mesures nécessaires pour engager la responsabilité d'une personne morale en vertu du paragraphe 1 du présent article, il s'efforce de veiller à ce que les sanctions pénales, civiles ou administratives applicables soient efficaces, proportionnées et dissuasives. Ces sanctions peuvent être notamment d'ordre pécuniaire. »

ARTICLE V

1. À l'article 3 de la Convention, le paragraphe 1 est remplacé par le suivant :

« **Article 3**

1. Aux fins de la présente convention, un aéronef est considéré comme étant en service depuis le moment où le personnel au sol ou l'équipage commence à le préparer en vue d'un vol déterminé jusqu'à l'expiration d'un délai de vingt-quatre heures suivant tout atterrissage. Dans le cas d'un atterrissage forcé, le vol est considéré se poursuivre jusqu'à ce que les autorités compétentes assument la responsabilité de l'aéronef et des personnes et des biens à bord. »
2. Article 3, paragraphe 4 : modification du texte anglais sans objet en français.

ARTICLE VI

L'article 3 *bis* suivant est ajouté à la Convention :

« **Article 3 bis**

1. Aucune disposition de la présente convention ne modifie les autres droits, obligations et responsabilités qui découlent pour les États et les individus du droit international, et en particulier

des buts et principes de la Charte des Nations Unies, de la *Convention relative à l'aviation civile internationale et du droit international humanitaire*.

2. Les activités des forces armées en période de conflit armé, au sens donné à ces termes en droit international humanitaire, qui sont régies par ce droit, ne sont pas régies par la présente convention, et les activités accomplies par les forces armées d'un État dans l'exercice de leur fonctions officielles, en tant qu'elles sont régies par d'autres règles de droit international, ne sont pas régies non plus par la présente convention.

3. Les dispositions du paragraphe 2 du présent article ne s'interprètent pas comme excusant ou rendant licites des actes par ailleurs illicites, ni comme excluant l'exercice de poursuites sous l'empire d'autres lois. »

ARTICLE VII

L'article 4 de la Convention est remplacé par le suivant :

« Article 4

1. Tout État partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées à l'article 1^{er}, ainsi que de tout autre acte de violence dirigé contre les passagers ou l'équipage et commis par l'auteur présumé des infractions en relation directe avec celles-ci, dans les cas suivants :

- a) si l'infraction est commise sur le territoire de cet État ;
- b) si l'infraction est commise à l'encontre ou à bord d'un aéronef immatriculé dans cet État ;
- c) si l'aéronef à bord duquel l'infraction est commise atterrit sur son territoire avec l'auteur présumé de l'infraction encore à bord ;
- d) si l'infraction est commise à l'encontre ou à bord d'un aéronef donné en location sans équipage à une personne qui a son principal établissement, ou à défaut sa résidence permanente, dans ledit État ;
- e) si l'infraction est commise par un ressortissant de cet État.

2. Un État partie peut également établir sa compétence aux fins de connaître d'une telle infraction dans les cas suivants :

- a) si l'infraction est commise contre un ressortissant de cet État ;
- b) si l'infraction est commise par un apatride qui a sa résidence habituelle sur le territoire de cet État.

3. Tout État partie prend également les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées à l'article 1^{er} dans le cas où l'auteur présumé de celles-ci se trouve sur son territoire et où ledit État ne l'extrade pas conformément à l'article 8 vers l'un

des États parties qui ont établi leur compétence conformément aux paragraphes applicables du présent article en ce qui concerne ces infractions.

4. La présente convention n'écarte aucune compétence pénale exercée conformément au droit national. »

ARTICLE VIII

L'article 5 de la Convention est remplacé par le suivant :

« Article 5

Les États parties qui constituent pour le transport aérien des organisations d'exploitation en commun ou des organismes internationaux d'exploitation et qui exploitent des aéronefs faisant l'objet d'une immatriculation commune ou internationale désignent, pour chaque aéronef, suivant les modalités appropriées, l'État qui exerce la compétence et aura les attributions de l'État d'immatriculation aux fins de la présente convention. Ils aviseront de cette désignation le Secrétaire général l'Organisation de l'aviation civile internationale, qui en informera tous les États parties à la présente convention. »

ARTICLE IX

À l'article 6 de la Convention, le paragraphe 4 est remplacé par le suivant :

« Article 6

4. Lorsqu'un État partie a mis une personne en détention conformément aux dispositions du présent article, il avise immédiatement de cette détention, ainsi que des circonstances qui la justifient, les États parties qui ont établi leur compétence en vertu du paragraphe 1 de l'article 4 et établi leur compétence et informé le dépositaire en vertu du paragraphe 2 de l'article 4, et, s'il le juge opportun, tous autres États intéressés. L'État partie qui procède à l'enquête préliminaire visée au paragraphe 2 du présent article en communique rapidement les conclusions auxdits États parties et leur indique s'il entend exercer sa compétence. »

ARTICLE X

L'article 7 *bis* suivant est ajouté à la Convention :

« Article 7 bis

Toute personne placée en détention ou contre laquelle toute autre mesure est prise ou une procédure est engagée en vertu de la présente convention se voit garantir un traitement équitable et tous les droits et garanties conformes au droit national de l'État sur le territoire duquel elle se trouve et aux dispositions applicables du droit international, y compris celles qui ont trait aux droits de l'homme. »

ARTICLE XI

L'article 8 de la Convention est remplacé par le suivant :

« Article 8

1. Les infractions visées à l'article 1^{er} sont de plein droit comprises comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu entre États parties. Les États parties s'engagent à comprendre l'infraction comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure entre eux.
2. Si un État partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre État partie avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, il a la latitude de considérer la présente convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne les infractions visées à l'article 1^{er}. L'extradition est subordonnée aux autres conditions prévues par le droit de l'État requis.
3. Les États parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent les infractions visées à l'article 1^{er} comme cas d'extradition entre eux dans les conditions prévues par le droit de l'État requis.
4. Entre États parties, chacune des infractions est considérée aux fins d'extradition comme ayant été commise tant au lieu de sa perpétration que sur le territoire des États parties tenus d'établir leur compétence en vertu paragraphe 1, alinéas b), c), d) et e), de l'article 4, et qui ont établi leur compétence conformément au paragraphe 2 de l'article 4.
5. Les infractions visées aux alinéas a) et b) du paragraphe 4 de l'article 1^{er} sont, aux fins d'extradition entre États parties, traitées comme équivalentes. »

ARTICLE XII

L'article 8 *bis* suivant est ajouté à la Convention :

« Article 8 bis

Aucune des infractions visées à l'article 1^{er} ne sera considérée, aux fins d'extradition ou d'entraide judiciaire, comme une infraction politique, comme une infraction liée à une infraction politique ou comme une infraction inspirée par des motifs politiques. En conséquence, une demande d'extradition ou d'entraide judiciaire fondée sur une telle infraction ne peut être refusée au seul motif qu'elle concerne une infraction politique, une infraction liée à une infraction politique ou une infraction inspirée par des motifs politiques. »

ARTICLE XIII

L'article 8 *ter* suivant est ajouté à la Convention :

« Article 8 ter

Aucune disposition de la présente convention ne doit être interprétée comme impliquant une obligation d'extradition ou d'entraide judiciaire si l'État partie requis a des raisons sérieuses de

croire que la demande d'extradition concernant les infractions visées à l'article 1^{er} ou la demande d'entraide concernant de telles infractions a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne pour des raisons de race, de religion, de nationalité, d'origine ethnique, d'opinions politiques ou de sexe, ou que donner suite à cette demande porterait préjudice à la situation de cette personne pour l'une quelconque de ces raisons. »

ARTICLE XIV

À l'article 9 de la Convention, le paragraphe 1 est remplacé par le suivant :

« Article 9

1. Lorsque l'un des actes visés au paragraphe 1 de l'article 1^{er} est accompli ou sur le point d'être accompli, les États parties prennent toutes mesures appropriées pour restituer ou conserver le contrôle de l'aéronef au commandant légitime. »

ARTICLE XV

À l'article 10 de la Convention, le paragraphe 1 est remplacé par le suivant :

« Article 10

1. Les États parties s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure pénale relative aux infractions visées à l'article 1^{er} et aux autres actes visés à l'article 4. Dans tous les cas, la loi applicable pour l'exécution d'une demande d'entraide est celle de l'État requis. »

ARTICLE XVI

L'article 10 *bis* suivant est ajouté à la Convention :

« Article 10 bis

Tout État partie qui a lieu de croire que l'une des infractions visées à l'article 1^{er} sera commise fournit, en conformité avec les dispositions de son droit national, tous renseignements utiles en sa possession aux États parties qui à son avis seraient les États visés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 4. »

ARTICLE XVII

1. Dans le texte de la Convention, toutes les mentions faisant référence à un « État contractant » ou à des « États contractants » sont remplacées par « État partie » et « États parties », respectivement.
2. Modification du texte anglais sans objet en français.

ARTICLE XVIII

Les textes de la Convention rédigés en arabe et en chinois qui sont annexés au présent Protocole, avec les textes de la Convention rédigés dans les langues française, anglaise, espagnole et russe, font également foi.

ARTICLE XIX

Entre les Parties au Protocole, la Convention et le présent Protocole sont considérés et interprétés comme un seul et même instrument, qui porte le titre « Convention de La Haye amendée par le Protocole de Beijing, 2010 ».

ARTICLE XX

Le présent Protocole est ouvert à Beijing le 10 septembre 2010 à la signature des États participants à la Conférence diplomatique sur la sûreté de l'aviation tenue à Beijing du 30 août au 10 septembre 2010. Après le 27 septembre 2010, le Protocole sera ouvert à la signature de tous les États au siège de l'Organisation de l'aviation civile internationale à Montréal jusqu'à ce qu'il entre en vigueur conformément à l'article XXIII.

ARTICLE XXI

1. Le présent Protocole est sujet à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation de l'aviation civile internationale, qui est désignée par les présentes comme dépositaire.
2. La ratification, l'acceptation ou l'approbation du présent Protocole par tout État qui n'est pas un État partie à la Convention a l'effet d'une ratification, d'une acceptation ou d'une approbation de la Convention de La Haye amendée par le Protocole de Beijing, 2010.
3. Tout État qui ne ratifie, n'accepte ou n'approuve pas le présent Protocole conformément au paragraphe 1 du présent article peut y adhérer à tout moment. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du dépositaire.

ARTICLE XXII

Au moment de ratifier, d'accepter ou d'approuver le présent Protocole, ou d'y adhérer, tout État partie :

- a) informera le dépositaire de la compétence qu'il a établie en vertu de son droit national conformément au paragraphe 2 de l'article 4 de la Convention de La Haye amendée par le Protocole de Beijing, 2010, et informera immédiatement le dépositaire de tout changement ;

- b) pourra déclarer qu'il appliquera les dispositions de l'alinéa d) du paragraphe 3 de l'article 1^{er} de la Convention de La Haye amendée par le Protocole de Beijing, 2010, conformément aux principes de son droit criminel concernant les exemptions de responsabilité pour raisons familiales.

ARTICLE XXIII

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date du dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.
2. Pour tout État qui ratifie, accepte ou approuve le présent Protocole, ou qui y adhère, après le dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, le Protocole entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date du dépôt par cet État de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.
3. Dès que le présent Protocole entrera en vigueur, il sera enregistré auprès des Nations Unies par le dépositaire.

ARTICLE XXIV

1. Tout État partie peut dénoncer le présent Protocole par notification écrite adressée au dépositaire.
2. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle le dépositaire aura reçu la notification.

ARTICLE XXV

Le dépositaire informera rapidement tous les États parties au présent Protocole et tous les États signataires ou qui adhéreront au présent Protocole de la date de chaque signature, de la date du dépôt de chaque instrument de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion, de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole et d'autres renseignements pertinents.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Beijing le dixième jour du mois de septembre de l'an deux mille dix dans les langues française, anglaise, arabe, chinoise, espagnole et russe, tous les textes faisant également foi après la vérification effectuée par le Secrétariat de la Conférence, sous l'autorité du Président de la Conférence, dans les quatre-vingt-dix jours suivant cette date, pour ce qui est de la concordance des textes entre eux. Le présent Protocole restera déposé aux archives de l'Organisation de l'aviation civile internationale, et le dépositaire en transmettra des copies certifiées conformes à tous les États contractants au présent Protocole.

APPENDIX A

اتفاقية لقمع الاستيلاء
غير المشروع على الطائرات
الموقعة في لاهاي بتاريخ
١٦ ديسمبر/كانون الأول ١٩٧٠

اتفاقية لقمع الاستيلاء
غير المشروع على الطائرات

مقدمة

الدول الأطراف في هذه الاتفاقية

وإذ في اعتبارها أن الأفعال غير المشروعة للاستيلاء على الطائرات أو لممارسة السيطرة على الطائرات وهي في حالة طيران يعرض سلامة الأشخاص والأموال للخطر، ويؤثر تأثيراً خطيراً على تشغيل الخطوط الجوية . وبزعم ثقة شعوب العالم في سلامة الطيران المدني ؛

وأن حدوث مثل تلك الأفعال بعد أمراً مشيراً للقلق البالغ ؛

وأنه لمنع حدوث تلك الأفعال ، تشور الحاجة الملحة لإيجاد إجراءات ملائمة لمعاقبة الجناة ؛

قد اتفقت على الآتي :

المادة الأولى

يعد مرتكباً لجريمة (يشار إليها فيما بعد باسم "الجريمة" أي شخص على متن طائرة وهي في حالة طيران ،

(أ) يقوم على نحو غير مشروع، بالقوة أو بالتهديد بها، أو بأي شكل آخر من أشكال الإرهاب بالاستيلاء على تلك الطائرة، أو ممارسة السيطرة عليها، أو يحاول ارتكاب أي من تلك الأفعال، أو

(ب) يكون شريكاً مع شخص يرتكب أو يحاول ارتكاب أي من تلك الأفعال.

المادة الثانية

تتعمد كل دولة بأن تجعل الجريمة معاقباً عليها بعقوبات مشددة .

- ٤ -

المادة الثالثة

١- لأغراض هذه الاتفاقية، تعتبر الطائرة في حالة طيران منذ لحظة إغلاق كل أبوابها الخارجية بعد صعود الركاب إليها حتى اللحظة التي يتم فيها فتح أي من تلك الأبواب بفرض انزالهم. وفي حالة الهبوط الاضطراري، يستمر اعتبار الطائرة في حالة طيران حتى الوقت الذي تتولى فيه السلطات المختصة المسؤولية عن الطائرة وما على متنها من أشخاص وأموال.

٢- لا تطبق هذه الاتفاقية على الطائرات المستعملة في الخدمات العسكرية أو الجمركية أو فني خدمات الشرطة.

٣- لا تطبق هذه الاتفاقية إلا إذا كان مكان اقلاع الطائرة التي ارتكبت الجريمة على متنها أو مكان هبوطها الفعلي واقعا خارج اقليم دولة تسجيل تلك الطائرة، بصرف النظر عما إذا كانت الطائرة مستعملة في رحلة دولية أو خارجية.

٤- في الحالات المبينة في المادة الخامسة، لا تطبق هذه الاتفاقية إذا كان مكان اقلاع الطائرة التي ارتكبت على متنها الجريمة ومكان هبوطها الفعلي واقعين داخل اقليم نفس الدولة إذا كانت تلك الدولة إحدى الدول المشار إليها في تلك المادة.

٥- على الرغم من أحكام الفقرتين ٣ و٤ من هذه المادة، تطبق المواد السادسة والسابعة والثامنة والعاشره مهما كان مكان اقلاع الطائرة أو مكان هبوطها الفعلي إذا (جد الجاني أو الجاني المشتبه فيه في اقليم دولة خلاف دولة تسجيل تلك الطائرة).

المادة الرابعة

١- تتخذ كل دولة متعاقدة الاجراءات الضرورية لتأسيس اختصاصها بالنسبة للجريمة وأي مسن أفعال المصنف الأخرى الموجهة ضد الركاب أو الطاقم والتي يرتكبها الجاني المشتبه فيه بالنسبة لتلك الجريمة مباشرة، وذلك في الحالات التالية:

(أ) عندما ترتكب الجريمة على متن طائرة مسجلة في تلك الدولة.

(ب) عندما تهبط الطائرة التي ارتكبت الجريمة على متنها في اقليم تلك الدولة والجاني المشتبه فيه ما يزال على متنها.

(ج) عندما ترتكب الجريمة على متن طائرة مؤجرة بدون طاقم الى مستاجر يكون مركز أعماله الرئيسي في تلك الدولة أو يكون محل اقامته الدائمة فيها، إذا لم يكن له فيها مثل هذا المركز.

- ٣ -

٢- تتخذ كل دولة متعاقدة كذلك الاجراءات الضرورية لتأسيس اختصاصها بالنسبة للجريمة فى حالة تواجد الجانى المشتبه فيه فيه اقليمها ولا تقوم بتسليمه طبقا للمادة الثامنة لى من الدول المشار اليها فى الفقرة ١ من هذه المادة .

٣- لا تستبعد هذه الاتفاقية اى اختصاص جنائى يمارس وفقا للقوانين الوطنية .

المادة الخامسة

على الدول المتعاقدة التى تنشئ فيما بينهما مؤسسات تشغيل مشتركة للنقل الجوى اى وكالات تشغيل دولية ، والتى تستعمل طائرات تكون محلا لتسجيل مشترك أو دولى ، أن تسمى بالنسبة لكل طائرة ، بالوسائل الملاحة ، دولة من بينها يكون عليها ممارسة الاختصاص وتولى وظائف دولة التسجيل وذلك لأغراض هذه الاتفاقية . وعلى تلك الدولة اخطار منظمة الطيران المدنى الدولى بذلك وتقوم المنظمة بدورها بتعميم ذلك الاخطار على جميع الدول الأطراف فى هذه الاتفاقية .

المادة السادسة

١- على أية دولة متعاقدة يوجد الجانى أو الجانى المشتبه فيه باقليمها أن تقوم باحتجازه أو أن تتخذ غير ذلك من الاجراءات التى تكفل تواجده ، وذلك اذا ما اقتنعت أن الظروف تبرر ذلك . ويتم الاحتجاز أو اتخاذ الاجراءات الأخرى وفقا لأحكام قوانين تلك الدولة ، على أن تستمر تلك الاجراءات فقط الى الوقت اللازم لإتمام الاجراءات الجنائية أو اجراءات التسليم .

٢- تقوم تلك الدول فوراً باجراء تحقيق أولى لتحديد الوقائع .

٣- يماون أى شخص يكون قد تم احتجازه وفقا لأحكام الفقرة ١ من هذه المادة فى الاتصال فوراً بأقرب ممثل مختص للدولة التى يحمل جنسيتها .

٤- عندما تحتجز دولة ما شخصاً طبقاً لأحكام هذه المادة ، تخطر فوراً دولة تسجيل الطائرة ، والدولة المشار اليها فى الفقرة (ج) من المادة الرابعة ، والدولة التى يحمل الشخص المحتجز جنسيتها ، واذا رأت أن الأمر يستدعى ذلك ، أى دول أخرى ذات مصلحة ، بواقعة ذلك الاحتجاز وكذلك بالظروف التى دعت الى اجرائه . وتبادر الدولة التى تجرى التحقيق الأولى المشار اليه فى الفقرة ٢ من هذه المادة على وجه السرعة بارسال تقرير بنتائج التحقيق الى الدول المذكورة وتبين فيه ما اذا كانت ترمع ممارسة اختصاصها فى هذا الشأن .

- ٤ -

المادة السابعة

إذا لم تقم الدولة المتعاقدة التي يوجد الجاني المشتبه فيه في اقليمها بتسليمه ، فتكون ملزمة بدون استثناء أما كان وسواء ارتكبت الجريمة في اقليمها أم لا بإحالة القضية السسى سلطاتها المختصة لغرض المحاكمة . وتقوم تلك السلطات باتخاذ قرارها بنفس الطريقة التي تتبع بشأن أية جريمة عادية ذات طابع جسيم بموجب قانون تلك الدولة .

المادة الثامنة

١- تعتبر الجريمة من الجرائم التي يسرى عليها التسليم المنصوص عليها في أية معاهدة للتسليم تكون قائمة بين الدول المتعاقدة . وتتعهد الدول المتعاقدة بأن تضمن الجريمة بصفتها جريمة يسرى عليها التسليم في أية معاهدة للتسليم تعقد بينها مستقبلا .

٢- إذا كانت دولة متعاقدة تجعل التسليم مشروطا بوجود معاهدة للتسليم وتلقت طلبا للتسليم من دولة متعاقدة أخرى لا ترتبط معها بمعاهدة تسليم ، فيجوز لها حسب اختيارها أن تعتبر هذه الاتفاقية بمثابة سند قانوني للتسليم فيما يتعلق بالجريمة . ويكون التسليم خاضعا للشروط الأخرى المنصوص عليها في قانون الدولة التي يطلب التسليم منها .

٣- على الدول المتعاقدة التي تجعل التسليم مشروطا بوجود معاهدة قائمة أن تعتبر الجريمة كاحدى الجرائم القابلة للتسليم فيما بينها ، مع مراعاة الشروط المنصوص عليها في قوانين الدولة التي يطلب التسليم منها .

٤- تعامل الجريمة ، لأغراض التسليم بين الدول المتعاقدة ، كما لو كانت قد ارتكبت ليس في مكان وقوعها فحسب بل أيضا في أقاليم الدول التي يقتضى الأمر أن تؤسس اختصاصها طبقا لأحكام الفقرة ١ من المادة الرابعة .

المادة التاسعة

١- عندما يقع أى فعل من الأفعال المذكورة في المادة الأولى ، الفقرة أ ، أو كان على وشك الوقوع ، تتخذ الدول المتعاقدة كل الاجراءات الملائمة لاعادة السيطرة على الطائرة لقائدها الشرعى أو للاحتفاظ بسيطرته عليها .

٢- فى الأحوال المشار إليها فى الفقرة السابقة ، تقوم الدولة المتعاقدة التي تتواجد فيها الطائرة أو ركبائها أو طاقمها بتسهيل مواصلة الركاب والطاقم لرحلتهم فى أقرب وقت ممكن ، وتقوم دونما تأخير باعادة الطائرة وما فيها من بضائع للأشخاص الذين يحق لهم امتلاكها .

- ٥ -

المادة العاشرة

١- تقدم الدول المتعاقدة كل منها للأخرى أكبر قدر من المساعدة فيما يتعلق بالاجراءات الجنائية التي تتخذ بالنسبة للجرائم والأفعال الأخرى المذكورة في المادة الرابعة . وفى جميع الحالات ، يكون القانون الذى يطبق على تنفيذ طلب المساعدة هو قانون الدولة التى يطلب المساعدة منها .

٢- لا تؤثر أحكام الفقرة ١ من هذه المادة على الالتزامات المترتبة على أية معاهدة أخرى ذات طابع شنائى أو متعدد الأطراف تنظم حالياً أو مستقبلاً، على نحو كلى أو جزئى ، المساعدة المتبادلة فى المسائل الجنائية .

المادة الحادية عشرة

تقوم كل دولة متعاقدة بأقصى سرعة ممكنة بإبلاغ مجلس منظمة الطيران المدنى الدولى ، طبقاً لأحكام تشريعها الوطنى ، بأى معلومات مفيدة تكون فى حوزتها بشأن ما يلى :

(أ) الظروف الخاصة بالجريمة ؛

(ب) الاجراء المتخذ طبقاً لأحكام المادة التاسعة ؛

(ج) الاجراءات المتخذة تجاه الجانى أو الجانى المشتبه فيه ، ولا سيما نتائج أى اجراء من اجراءات التسليم أو غير ذلك من الاجراءات القضائية .

المادة الثانية عشرة

١- أى نزاع بين دولتين أو أكثر من الدول المتعاقدة حول تفسير أو تطبيق هذه الاتفاقية والذى لا يمكن تسويته عن طريق التفاوض ، يحال الى التحكيم بناء على طلب احدى هذه الدول . واذا لم يتفق أطراف النزاع على هيئة التحكيم فى غضون ستة أشهر من تاريخ طلب الاحالة الى التحكيم ، لأى طرف من هؤلاء الأطراف أن يحيل النزاع الى محكمة العدل الدولية بتقديم طلب وفقاً لنظام المحكمة .

٢- لكل دولة عند التوقيع أو التصديق على هذه الاتفاقية أو الانضمام اليها أن تعلن عن التزامها بأحكام الفقرة السابقة . ولا تكون الدول المتعاقدة الأخرى ملتزمة بالفقرة السابقة تجاه أية دولة متعاقدة تكون قد أبدت مثل هذا التحفظ .

٣- لأية دولة متعاقدة تكون قد أبدت تحفظاً وفقاً للفقرة السابقة أن تسحب ذلك التحفظ فى أى وقت باخطار ترسله الى حكومات الابداع .

- ٦ -

المادة الثالثة عشرة

- ١- يفتح باب التوقيع على هذه الاتفاقية في لاهاي اعتباراً من ١٦ ديسمبر/كانون الأول ١٩٧٠ بالنسبة للدول التي اشتركت في المؤتمر الدولي لقانون الجو المنعقد في لاهاي في الفترة من ١ إلى ١٦ ديسمبر/كانون الأول ١٩٧٠ (والمشار إليه فيما بعد بمؤتمر لاهاي) . ويفتح باب التوقيع على الاتفاقية لجميع الدول بعد ٣١ ديسمبر/كانون الأول ١٩٧٠ في موسكو ولندن وواشنطن . ويجوز لأية دولة لم توقع على هذه الاتفاقية قبل دخولها حيز النفاذ طبقاً للفقرة ٣ من هذه المادة أن تنضم إليها في أي وقت .
- ٢- تخضع هذه الاتفاقية للتصديق من جانب الدول الموقعة عليها . وتودع وثائق التصديق ووثائق الانضمام لدى حكومات اتحاد الجمهوريات السوفياتية الاشتراكية ، والمملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وأيرلندا الشمالية ، والولايات المتحدة الأمريكية ، التي تم تعيينها في هذه الاتفاقية كحكومات ايداع .
- ٣- تدخل هذه الاتفاقية حيز النفاذ بعد ثلاثين يوماً من تاريخ ايداع وثائق تصديق عشر دول موقعة على هذه الاتفاقية تكون قد اشتركت في مؤتمر لاهاي .
- ٤- تسرى هذه الاتفاقية بالنسبة للدول الأخرى اعتباراً من تاريخ دخول هذه الاتفاقية حيز النفاذ طبقاً للفقرة ٣ من هذه المادة ، أو بعد ثلاثين يوماً من تاريخ ايداع وثائق تصديقها أو انضمامها ، إذا كان ذلك التاريخ لاحقاً للتاريخ الأول .
- ٥- تقوم حكومات ايداع على وجه السرعة بإخطار الدول التي توقع على هذه الاتفاقية أو تنضم إليها بتاريخ كل توقيع وبتاريخ ايداع أية وثيقة من وثائق التصديق أو الانضمام وبتاريخ دخول الاتفاقية حيز النفاذ، وكذلك أي اشعارات أخرى .
- ٦- تقوم حكومات ايداع بتسجيل هذه الاتفاقية بمجرد دخولها حيز النفاذ وذلك وفقاً للمادة ٢ من ميثاق الأمم المتحدة والمادة ٨٢ من اتفاقية الطيران المدني الدولي (شيكاغو ١٩٤٤) .

المادة الرابعة عشرة

- ١- لأية دولة متعاقدة أن تنسحب من هذه الاتفاقية بإخطار مكتوب يوجه إلى حكومات ايداع .
- ٢- يسرى الانسحاب بعد ستة أشهر من تاريخ تسليم حكومات ايداع للاخطار .

- 6 -

- ٧ -

واثباتا لذلك قام المفوضون الموقعون أدناه بالتوقيع على هذه الاتفاقية بمقتضى السلطة المخولة لهم.

حررت في لاهاي في اليوم السادس عشر من ديسمبر/كانون الأول سنة ألف وتسعمائة وسبعون
من ثلاث نسخ أصلية حررت كل منها في أربعة نصوص رسمية باللغات الانجليزية والفرنسية
والروسية والأسبانية.

APPENDIX B

Doc 8920

制止非法劫持航空器公约

1970年12月16日签订于海牙



1970年

国际民用航空组织

制止非法劫持航空器公约

前言

本公约各当事国

考虑到非法劫持或控制飞行中的航空器的行为危及人和财产的安全，严重影响航班的运行，并损害世界人民对民用航空安全的信任；

考虑到发生这些行为是令人严重关切的事情；

考虑到为了防止这类行为，迫切需要规定适当的措施以惩罚罪犯；

协议如下：

第一条

凡在飞行中的航空器内的任何人：

- (a) 用武力或用武力威胁，或用任何其他恐吓方式，非法劫持或控制该航空器，或企图采取任何这种行为，或
 - (b) 是实施或企图实施任何此种行为的人的从犯，
- 即是犯了罪行（以下简称“犯罪”）。

第二条

每一缔约国承诺对犯罪给予严厉惩罚。

第三条

一、为本公约目的，航空器在完成装载后其所有外部舱门均已关闭时起，至其任何此种舱门为卸载目的开启时止，其间的任何时间均被视为在飞行中。在迫降情况下，直至主管当局接管对该航空器及其所载人员和财产的责任时止，航空器应视为继续飞行中。

二、本公约不应当适用于供军事、海关或警察用的航空器。

三、本公约应当仅适用于在其内实施犯罪的航空器的起飞地点或实际降落地点是在该航空器登记国领土以外，不论该航空器是从事国际飞行或国内飞行。

四、在第五条中所指的情况下，如在其内实施犯罪的航空器的起飞地点和实际降落地点是在同一个国家的领土内，而这一国家又是该条中所指国家之一，则本公约不应当适用。

五、尽管有本条第三和四款的规定，如罪犯或被指控的罪犯在该航空器登记国以外的一国领土内被发现，则不论该航空器的起飞地点或实际降落地点在何处，第六、七、八和十条均应当适用。

第四条

一、在下列情况下，每一缔约国应当采取必要措施，以确立其对被指控的罪犯所实施的犯罪和对旅客或机组所实施的其他暴力行为的管辖权：

- (a) 犯罪是在该国登记的航空器内实施的；
- (b) 在其内实施犯罪的航空器在该国降落时被指控的罪犯仍在该航空器内的；
- (c) 犯罪是在租来时不带机组的航空器内实施的，而承租人的主要营业地，或如承租人没有这种营业地，则其永久居所，是在该国的。

二、如果被指控的罪犯在某一缔约国领土内，而该缔约国不依据第八条将其引渡给本条第一款中所述的任何国家，每一缔约国也应当采取必要措施，确立其对犯罪的管辖权。

三、本公约不排斥根据本国法行使任何刑事管辖权。

第五条

如各缔约国成立联合的航空运输运营组织或国际运营机构，而其使用的航空器需要进行联合登记或国际登记时，则这些缔约国应当通过适当方法在它们之间为每一航空器指定一个国家，该国为本公约的目的，应当行使管辖权并具有登记国的性质，并应当将此项规定通知国际民用航空组织，由该组织将上述通知转告本公约所有当事国。

第六条

一、罪犯或被指控的罪犯所在的任何缔约国在判明情况有此需要时，应当将该人拘留或采取其他措施以保证该人留在境内。这种拘留和其他措施应当符合该国的法律规定，但是只有在为了提出刑事诉讼或引渡程序所必要的期间内，才可继续保持这些措施。

二、该国应当立即对事实进行初步调查。

三、对根据本条第一款予以拘留的任何人，应当向其提供协助，以便其立即与其本国最近的合格代表联系。

四、当一国根据本条将某人拘留时，应当立即将该人被拘留的事实和应予拘留的情况通知航空器登记国、第四条第一款 (c) 项所指国家和被拘留人的国籍所属国，并在认为适当时，也立即通知任何其他有关国家。进行本条第二款中设想的初步调查的国家应当迅速将调查结果通知上述国家，并应当表明是否有意行使管辖权。

第七条

在其境内发现被指控的罪犯的缔约国，如不将此人引渡，则不论犯罪是否在其境内实施，应当无例外地将此案件提交其主管当局以便起诉。该当局应当按照本国法律，以对待任何严重性质的普通犯罪案件的同样方式作出决定。

第八条

一、犯罪应当认为是包括在缔约国间现有引渡条约中的一种可引渡的犯罪。各缔约国承诺将此种犯罪作为一种可引渡的犯罪列入它们之间将要缔结的每一项引渡条约中。

二、如一缔约国规定只有在订有引渡条约的条件下才可以引渡，而当该缔约国接到未与其订有引渡条约的另一缔约国的引渡要求时，可以自行决定认为本公约是对犯罪进行引渡的法律根据。引渡应当遵照被要求国法律规定的其他条件。

三、各缔约国如没有规定只有在订有引渡条约下才可引渡，则在遵照被要求国法律规定的条件下，应当承认犯罪是它们之间可引渡的犯罪。

四、为在各缔约国之间引渡的目的，犯罪应当被当作不仅是在所发生的地点、而且也是在根据第四条第一款要求确立其管辖权的国家领土上实施的来对待。

第九条

一、当第一条第一款 (a) 项中所指的任何行为已经发生或行将发生时，各缔约国应当采取一切适当措施，以恢复合法机长对航空器的控制或维护其对航空器的控制。

二、在前款设想的情况下，航空器或其旅客或机组在其领土上的任何缔约国应当尽快对旅客和机组继续旅行提供便利，并应当将航空器和所载货物不迟延地交还给合法的所有人。

第十条

一、各缔约国对犯罪和第四条中所指的其他行为所提出的刑事诉讼，应当相互给予最大程度的协助。在任何情况下，都应当适用被要求国的法律。

二、本条第一款的规定，不应当影响根据任何其他双边或多边条约在刑事问题上全部地或部分地规范或将要规范相互协助的义务。

第十一条

每一缔约国应当遵照其本国法尽快地向国际民用航空组织理事会就下列各项报告它所掌握的任何有关情况：

- (a) 犯罪的情况；
- (b) 根据第九条采取的行动；
- (c) 对罪犯或被指控的罪犯所采取的措施，特别是任何引渡程序或其他法律程序的结果。

第十二条

一、如两个或多个缔约国之间对本公约的解释或适用发生争议而不能以谈判解决时，经其中一方的要求，应当交付仲裁。如果在要求仲裁之日起六个月内，当事国对仲裁的组成不能达成协议，任何一方可按照国际法院规约，要求将争端提交国际法院。

二、每个国家在签署、批准或加入本公约时，可以声明该国不受前款规定的约束。其他缔约国对于任何作出这种保留的缔约国，不受前款规定的约束。

三、遵照前款规定作出保留的任何缔约国，可以在任何时候通知保存国政府撤销这一保留。

第十三条

一、本公约于 1970 年 12 月 16 日在海牙向参加于 1970 年 12 月 1 日至 16 日在海牙举行的国际航空法会议（以下简称“海牙会议”）的国家开放签署。1970 年 12 月 31 日以后，本公约应当在莫斯科、伦敦和华盛顿向所有国家开放签署。在按照本条第三款生效前未签署本公约的任何国家可以随时加入本公约。

二、本公约须由签字国批准。批准书和加入书应当交存苏维埃社会主义共和国联盟、大不列颠和北爱尔兰联合王国和美利坚合众国政府，在此指定其为保存国政府。

三、本公约应当于参加海牙会议的在本公约上签字的十个国家交存批准书后三十天生效。

四、对于其他国家，本公约应当于根据本条第三款开始生效之日，或在它们交存批准书或加入书后三十天，两者间较晚的一个日期生效。

五、保存国政府应当迅速将每一签字日期、每一批准书或加入书交存日期、本公约开始生效日期以及其他通知事项通知所有签字国和加入国。

六、本公约一经生效，应当由保存国政府根据《联合国宪章》第一百零二条和《国际民用航空公约》（一九四四年订于芝加哥）第八十三条进行登记。

第十四条

一、任何缔约国可以向保存国政府提交书面通知，以退出本公约。

二、退出应当自保存国政府收到通知之日起六个月后生效。

下列签字的全权代表，经各自政府正式授权，已在本公约上签字，以昭信守。

本公约于一九七〇年十二月十六日在海牙签订，正本一式三份，每份都用英文、法文、俄文和西班牙文四种作准文本写成。

—完—

- END -